

UNION DEPARTEMENTALE CGT DE PARIS

85 rue Charlot 75003 Paris

01 44 78 53 31

cgt.paris@wanadoo.fr



Le système de distribution pluraliste et démocratique de la presse est dangereusement menacé.

Le sort de Presstalis, l'entreprise qui fonde ce système, est entre les mains du tribunal de commerce de Paris ; mais là n'est pourtant pas l'essentiel.

L'essentiel est dans le choix de sa direction et des grands groupes de presse qui décident en réalité de son sort et, quelle que soit la décision du tribunal, de la liquider.

Presstalis s'est appelé durant soixante-dix ans « les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne ». Cette entreprise a fonctionné sur la base de principes coopératifs définis à la Libération qui proposent à tous les titres, quelles que soient leur orientation politique, leurs centres d'intérêts et surtout, leur importance et leurs moyens financiers, les mêmes prestations à des tarifs identiques.

Ces principes ont été mis en œuvre avec succès durant plusieurs décennies.

Les grands groupes de presse français et européens, après en avoir largement bénéficié, considèrent ce système non seulement inutile mais gênant lorsqu'ils aspirent à élaguer les titres indépendants pour récupérer lecteurs et publicité. Ils ne veulent décidément plus d'un système solidaire et mutualisé. C'est pour cette raison qu'ils ont organisé le déficit chronique de Presstalis.

Les éditeurs sont à la fois les patrons et les clients de l'entreprise. Ce sont eux qui fixent le prix des prestations qu'ils reçoivent. Ils sont seuls responsables des difficultés financières actuelles.

En éliminant Presstalis, ce sont les derniers traits du système coopératif de la distribution de la presse qui disparaîtraient.

Face aux difficultés financières, la direction en titre va au devant des volontés patronales en proposant un plan de restructuration prévoyant 1 200 suppressions d'emplois sur 2 500 salariés du groupe. Ce plan, ultime étape avant la liquidation définitive, s'attaque à tous les secteurs de l'entreprise, aux ateliers de production comme au siège, à la logistique comme aux services informatiques, à toutes les catégories de salariés, ouvriers, cadres, employés, aux centres de province comme à ceux de la région parisienne.

En plus de ces licenciements, il convient d'ajouter ceux dans les entreprises sous-traitantes ou dans les dépôts dits indépendants.

C'est bien de la mise à mort de toute une organisation dont il s'agit ; une organisation performante, économique et sociale qui a servi le pluralisme et la démocratie en permettant à tous les citoyens de se procurer facilement la ou les publications de leur choix, quel que soit leur lieu de résidence.

Demain, si ce système équitable disparaissait, les critères ne seraient plus la satisfaction du lecteur mais la rentabilité économique qui prévaudrait et donc des titres ne seraient plus disponibles car trop chers à transporter.



Les grands groupes de presse capitalistes ont les moyens de continuer à financer ce système. De plus, ils bénéficient, directement ou non, des aides de l'Etat.

Le gouvernement ne peut rester sans réaction face à cette situation de casse sociale et démocratique. S'il veut le changement, il ne peut laisser se mettre en place ce qui a été décidé par l'ancienne majorité.

Les moyens existent pour refonder, sur les principes de la défense du pluralisme, des garanties collectives et une distribution de la presse moderne.

Les organisations de la CGT demandent le retrait du plan de la direction et l'ouverture de discussions, sous l'égide des pouvoirs publics, pour rebâtir un système à la hauteur des exigences démocratiques et sociales.

Paris, le 3 octobre 2012

Contact : Marc Norguez 06 83 64 01 15